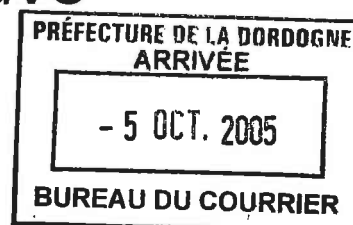


Ville de **CHANCELADE**

PLAN LOCAL D'URBANISME

Dossier approuvé



**Pièce n°8.1 - Annexe :
Note technique relative à l'eau,
à l'assainissement et aux déchets**



- Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2005
- Le Maire, Claude BERIT-DEBAT



1. Réseau d'eau potable

➤ Organisation générale du service d'eau potable

La Commune de Chancelade est adhérente au Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (SIEP) de Coulounieix – Razac.

Ce syndicat regroupe 29 communes de la périphérie proche ou éloignée de Périgueux : il s'étend du Nord au Sud entre Valeuil et Saint-Mayne-de-Pereyrol sur près de 40 km, et d'Est en Ouest entre Coulounieix-Chamiers et Saint-Astier sur 20 km.

Sa population concernée par le service est de 37.241 habitants, en constante augmentation sur les trente dernières années avec un gain de près de 10.000 habitants. Toutefois, la répartition de cette population n'est pas uniforme sur le Syndicat puisque les communes autour de l'axe de la RN89, soit la vallée de l'Isle et celle en périphérie de Périgueux, représentent la plus forte proportion de population.

En termes d'abonnés, les principales communes de la vallée de l'Isle représentent environ 60 % du nombre des abonnés. L'évolution de la population et des abonnés sur Chancelade est représentative des autres communes de la première couronne autour de Périgueux : une forte croissance depuis 1968 avec un fléchissement à partir des années 1990.

En 2003, 1.835 abonnés étaient recensés sur la commune de Chancelade, aucun n'étant considéré comme gros consommateur (plus de 5.000 m³ par an)

➤ Ressources en eau

La production en eau du Syndicat repose sur 4 ressources propres :

- *la source des Moulineaux* située à Razac-sur-L'Isle, qui est le principal site de production pour le syndicat (10.000 m³/j). C'est cette source qui alimente la territoire de Chancelade,
- *la source de Boulidour*, située à Lisle (2.600 m³/j),
- *le puit de Moulin d'Amenot*, située à Valeuil (940 m³/j),
- *la source de Fontavy*, située à Grignols (660 m³/j),
- *la source de Bas Plantier*, située à Grand-Brassac (400 m³/j).

Ces sources étant situées en dehors de Chancelade et relativement éloignés de son territoire, la commune n'est concernée par aucun périmètre de protection de captage d'eau.



DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
DE LA DORDOGNE



Les eaux destinées à la consommation humaine doivent répondre à des critères de qualité définis par le décret du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine.

Organisation de la distribution de l'eau

L'eau qui alimente les communes de : Annesse et Beaulieu, Bourrou, Chancelade, Château l'Evêque, Coulounieix-Chamiers, Coursac, Grignols, Grun-Bordas, Léguillac de l'Auche, Manzac sur Vern, Marsac sur l'Isle, Montrem,

Razac sur l'Isle, St-Astier, St-Mayme de Pereyrols, Villamblard, provient de la source des MOULINEAUX. La gestion de la distribution est assurée par la société SAUR FRANCE.

Contrôle de la qualité de l'eau

En plus de l'auto-surveillance exercée par la collectivité, le contrôle sanitaire est assuré par le service Santé-Environnement de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, sur les captages, l'installation de traitement et en distribution chez l'abonné.

Pendant l'année 2003, 64 analyses sur eau distribuée contribuent à l'édition de ce bilan.

En cas de dépassement des normes, une enquête est immédiatement effectuée, en liaison avec le distributeur d'eau (causes exactes, action correctrice, nouvelle analyse, information).

Qualité de l'eau distribuée

Qualité bactériologique :

Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries qui indiquent par leur présence et avec une marge de sécurité suffisante, une contamination survenue au niveau de la ressource ou sur le réseau (défaillance du traitement, problème particulier en distribution). La désinfection des eaux avant distribution (chlore...) doit garantir le respect de cette qualité et ce sur l'ensemble du réseau de distribution.

Pour l'année 2003, le pourcentage d'analyses bactériologiques conformes est satisfaisant.

La qualité chimique :

Les analyses physico-chimiques permettent de suivre la présence d'éléments en relation avec la structure naturelle de l'eau mais aussi les substances indésirables, les éléments toxiques...

<p>Dureté : (teneur en calcium et magnésium) La dureté moyenne de l'eau distribuée est de 26°F sur ce réseau. Adoucir cette eau pour un usage sanitaire (boisson) ne se justifie pas.</p>	<p>Nitrates : Eléments fertilisants qui en cas d'apports excessifs ou mal maîtrisés provoquent une augmentation des concentrations dans les ressources, des risques d'eutrophisation sur les eaux de surface. La teneur en nitrates varie de 10 à 17 mg/l. La norme de qualité étant fixée à 50 mg/l.</p>
<p>Fluor : Le taux de fluor est égal à 0 mg/l. Ce paramètre joue un rôle dans la prévention des caries dentaires. La consommation de sel fluoré n'est conseillée que pour des teneurs inférieures à 0,5 mg/l. Au-dessus de cette valeur, elle est à proscrire.</p>	<p>Plomb : Il peut être encore partiellement présent dans les habitats anciens ; dans ce cas le remplacement des canalisations intérieures doit être envisagé.</p>

Conseils :

- Après quelques jours d'absence, faire couler l'eau avant de la boire ;
- Si vous la conservez, ne dépassez pas deux jours et toujours au froid ;
- N'utilisez pas les canalisations d'eau pour la mise à la terre des appareils électriques ;
- Les traitements complémentaires (adoucisseur, « purificateurs ») sont en général inutiles sur l'eau froide. Installés sous votre responsabilité, ils nécessitent de ce fait un entretien méticuleux et régulier de votre part.

Tous les paramètres analysés ne peuvent être présentés dans ce bilan succinct. Les analyses sont adressées tout au long de l'année à votre mairie pour affichage. Consultez-les régulièrement.

➤ **Fonctionnement du réseau d'eau sur Chancelade**

Le réseau d'alimentation sur Chancelade fait partie du réseau dit "de bas service" du SIAP, qui fonctionne de la manière suivante :

Les réservoirs de St Auguste commandent le pompage des stations de traitement des Moulineaux en équilibre avec ces réservoirs, permettant l'alimentation de la vallée de l'Isle, c'est à dire les villes de Chamiers, Marsac, Razac, Chancelade, Gravelle, Montanceix et St Astier, ainsi que les réservoirs des Maines (sur Chancelade) et de Marsac-cimetière.

La reprise du réservoir des Maines, d'une capacité de 1.000 m³, refoule vers le château d'eau de la Forêt (secteur de Sol de Dime Nord - capacité 400 m³) lequel alimente le haut de Chancelade.

Complété par le réservoir de Pareau, à Coulounieix-Chamiers, ce réseau de bas service s'étend sur le territoire du syndicat par l'intermédiaire de deux autres reprises et d'une surpression, toutes situées en dehors de Chancelade.

Pour sa part, le réseau communal est principalement constitué d'une conduite maîtresse de Ø 200, qui alimente ensuite les communes de Château l'Evêque et d'Agonac.

Le territoire communal est largement couvert et le taux de desserte atteint 100 %. Hormis certaines zones isolées (Bois de Chancelade), la majorité des secteurs peuvent être raccordés au réseau par simple extension.

A noter que le Syndicat a engagé une campagne de recherche en eau. Un forage a été entrepris dans la vallée de la Beauronne sur la commune de Château-l'Evêque. Les premiers essais laissent espérer un potentiel d'exploitation de 200 m³/h, ce qui entraînerait à terme une baisse de production des "Moulineaux" et permettrait de "soulager" le réseau de Chancelade.

➤ **Dispositions Particulières relatives au réseau d'alimentation**

Il est rappelé que le raccordement au réseau public d'eau potable est obligatoire pour l'alimentation humaine.

Pour les raccordements des constructions au réseau public, toutes les dispositions devront être prises pour que les installations d'eau ne soient pas susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable ou du réseau intérieur de caractère privé, par des matières résiduelles ou des eaux novices ou toute substance non désirable

2. Défense incendie

➤ Equipements de défense contre l'incendie

Les installations doivent être réalisées conformément aux circulaires du 10 décembre 1951 et du 21 février 1957. Elles doivent être constituées de poteaux incendie normalisés de 100 mm (norme NF.S 62.200), en nombre suffisant, et qui ne doivent pas être distants de plus de 200 m.

Les réseaux hydrauliques dimensionnés en fonction des besoins liés à la consommation d'eau des abonnés et la défense incendie extérieure doivent permettre d'assurer un débit sur un ou plusieurs poteaux d'incendie de :

- 60 m³/h pour les zones à urbaniser ou agricoles,
- 120 m³/h pour une zone artisanale,
- 120 à 180 m³/h pour une zone industrielle.

L'emplacement exact et le nombre seront étudiés au préalable et en accord avec le service Prévention du Centre de Secours Principal concerné.

Les poteaux pourront être complétés utilement par d'autres dispositifs : réserves naturelles, réserves artificielles, etc. ...

➤ Accès Sapeurs pompiers

Pour faciliter l'intervention des secours, les voies publiques ou privées devront être aménagées conformément aux textes relatifs aux "voies utilisables par les engins de service de secours et de lutte contre l'incendie" (voies engins et voies échelles). Ces voies doivent offrir une force portante calculée pour un véhicule de 130 kilo-newton.

Les textes de références sont :

- pour les habitations, l'article 4 de l'arrêté du 31 janvier 1986, modifié le 18 août 1986,
- pour les Etablissements Recevant du Public, l'article CO2 de l'arrêté du 25 juin 1980,
- pour les bâtiments industriels, entrepôts, les mêmes caractéristiques que les précédentes, avec en plus une aire pour effectuer un demi-tour dans les voies en cul-de-sac.

3. L'assainissement des eaux usées

Le service d'assainissement public des eaux usées relève de la compétence de la Communauté d'Agglomération Périgourdine pour ce qui concerne la partie structurante du réseau (réseau primaire + traitement). La gestion du réseau secondaire est assurée par la Commune.

L'assainissement non collectif relève également de la compétence de la Commune.

➤ Caractéristiques du réseau d'assainissement public

Le réseau d'assainissement collectif actuel des eaux usées s'étend sur le territoire communal sur près de 13 km et comporte 3 postes de relèvement. 655 abonnés étaient desservis au 1^{er} janvier 2004.

Ce réseau se décompose en 2 parties distinctes :

- *le réseau du bourg*, qui couvre les secteurs aux abords de la RD 710, du Pont de Beauronne aux Combeaux-Sud, ainsi que toutes les parties centrales de la ville (les Reynats, les Maines, les Combeaux),
- *le réseau Sud*, qui dessert les secteurs de Chercuzac, Les Garennes, Lespinasse, les Chabrats et la zone économique des Gabares.

L'ensemble des eaux usées collectées est traitée à la station d'épuration de Saltegorde, située sur le territoire de Marsac-sur-l'Isle et qui dispose d'une capacité de 60.000 équivalent habitants (19.159 abonnés raccordés en 2003).

Les boues de la station d'épuration sont traitées par compostage avec des coproduits dont une partie des déchets verts de l'agglomération. Le compost est ensuite épandu sur des terrains agricoles dans le cadre d'un plan d'épandage autorisé par arrêté préfectoral (le 10 octobre 2003, validité de 10 ans).

On peut noter qu'aucune terre sur Chancelade n'est concernée par ce plan d'épandage.

➤ Objectifs de qualité

La Communauté d'Agglomération Périgourdine est située en zone sensible, selon le classement indiqué dans le SDAGE Adour-Garonne.

En vue de se conformer aux différents textes de loi, la C.A.P. entrepris l'établissement d'un nouveau schéma directeur et un programme de travaux permettant de respecter les objectifs de réduction des flux de substances polluantes définis par le Préfet (arrêté préfectoral du 18 juillet 2000).

Les objectifs de réduction des flux des substances polluantes issues du périmètre de l'agglomération sont fixés, par temps sec aux niveaux suivants :

Paramètres	Flux maximum admissible par le milieu
DBO5 (demande biochimique d'oxygène)	201 kg/jour
DCO (demande chimique)	1005 kg/jour
NK (azote)	121 kg/jour
Pt (phosphore)	43 kg/jour

En 2003, dans l'ensemble, les paramètres de suivi que sont le débit journalier, la DBO5, la DCO et le Pt sont conformes aux niveaux de rejet autorisés.

Seul le paramètre NK est en dessous du rendement minimum imposé mais reste en concentration, à la sortie de la station, conforme aux valeurs fixées par l'arrêté préfectoral (13,9 pour 15 mg/l en limite).

➤ Le Schéma Communal d'Assainissement

Dans le cadre des dispositions prévues par la loi sur l'eau votée le 3 janvier 1992 (en application de la directive communautaire du 21 mai 1991), la commune de Chancelade s'est dotée dès 1994 (étude en 1993) d'un Schéma Directeur d'Assainissement.

Les solutions retenues par la commune à cette occasion demeurent d'actualité et sont retranscrites dans les dispositions du Plan Local d'Urbanisme.

Le Schéma Communal d'Assainissement (document disponible en Mairie) fait notamment apparaître 3 types de zones :

- une zone d'assainissement collectif, qui comprend les parties de la commune déjà desservies par le réseau existant ainsi que celles dont la desserte est prévue par extension du réseau.
Compte tenu de l'extension du réseau collectif à ce jour, les principaux secteurs restant à desservir sont :

- à l'Est, la Buanderie, les Grèzes, Paricot, la Courie,
- au Nord-Ouest du centre-ville, la Croix-Herbouze, le Charpré.

Dans le Plan Local d'Urbanisme, les terrains constructibles sur ces secteurs sont principalement classés en zone Uc.

- des zones d'assainissement semi-collectif, qui concernent les secteurs de Beauronne, Lavaure – Reymonden, Terrassonnie, les Andrivaux, Peychey – Ligonat.

Il s'agit de secteurs relativement excentrés, pour lesquels le raccordement au réseau collectif existant ou prévu n'est pas économiquement réalisable.

Parallèlement, ces secteurs se caractérisent le plus souvent par un habitat ancien aggloméré, où l'exiguïté des parcelles ne permet pas une épuration individuelle correcte.

Les investissements sur le site de Beauronne ont été réalisés. Des réservations sont prévues pour la création des autres unités de traitement à créer.

- une zone d'assainissement autonome qui couvre le reste du territoire, c'est à dire :

- les secteurs d'habitat des coteaux et plateaux, à Bois de Chancelade (Bois Est et Bois Ouest), la Clairière, Puy de l'Arche, Puy Ferrat, Abbaye et Puyrousseau, les Mataux,
- des habitations, isolées ou faiblement développées, qui ne sont pas dans les secteurs énumérés précédemment,
- des habitations à la périphérie des zones d'assainissement collectif ou semi-collectif mais qui, pour des raisons de topographie ou de coût ne peuvent pas être raccordées aux réseaux existants ou prévus.

➤ Prescriptions en matière d'assainissement autonome

Dans les zones prévues en assainissement autonome, les habitations existantes et futures doivent se conformer aux dispositions du Schéma d'Assainissement qui prévoient notamment les filières appropriées (tranchée filtrante, filtre à sable ou tertre, drainés ou non) en fonction de la nature du sol et des pentes rencontrées.

Les sols rencontrés sur la commune sont très variés, et sont globalement de trois ordres (cf. carte d'aptitude des sols dans le schéma d'assainissement) :

- Les sols sur alluvions sableuses dans les vallées alluviales, qui se caractérisent par leur hydromorphie importante.
- Les sols sur substrat calcaire, qui sont présent généralement sur les pentes fortes et ne présente pas d'hydromorphie.
- Les sols sur argile de décalcification rouge. L'argile compacte sous-jacente induit une hydromorphie marquée. Ils forment la majeure partie du territoire communal et sont présents sur les plateaux, parfois sur les pentes.

Par conséquent, la filière adéquate devra être spécifiée au niveau de l'avant-projet de la construction ou installation, en réalisant des sondages sur la parcelle à l'endroit exact où le dispositif d'assainissement sera réalisé.

Dans son principe général et conformément à la réglementation en vigueur, les réalisations comporteront :

- Un Prétraitement, au sein d'une fosse "toutes eaux" accueillant toutes les eaux usées à l'exception des eaux pluviales
- Une Epuration-dispersion, au sein d'un dispositif dont la nature et les dimensions varient avec les contraintes naturelles. Ce dispositif sera réalisé toutes les fois possibles par tranchées d'épandage dans le sol naturel. A défaut un matériau de substitution sera mis en place au sein de filtre à sable vertical ou horizontal ou tertre selon la configuration des parcelles et les diverses contraintes
- Des Ouvrages annexes (canalisations, réhausses éventuelles, ventilation, regard,...).

➤ Réactualisation du Schéma d'Assainissement

Une réactualisation des dispositions du schéma communal d'assainissement est envisagée par la commune, afin de préciser :

- les extensions ou renforcements du réseau collectif à réaliser, en tenant compte des dispositions réglementaires prévues dans le Plan Local d'Urbanisme (assainissement collectif obligatoire dans les zones Ua, Ub, AU1)
- les conditions de mise en place des réseaux semi-collectifs envisagés dans le schéma précédent,
- les possibilités et conditions de mise en place de systèmes d'assainissement du type autonomes-regroupés au niveau des zones AU2 de Sol de Dime Nord et des Mataux.

4. Système de ramassage et d'élimination des déchets

La Communauté d'Agglomération Périgourdine est compétente en matière de collecte et de traitement des déchets ménagers (déchets issus du tri sélectif papiers ou déchets résiduels), des déchets verts, des encombrants et des déchets spéciaux (verres,...).

Plus précisément, la C.A.P. dispose de la compétence "gestion des déchets", mais adhère au SMD3 pour sa compétence "transfert et traitement" des déchets ménagers.

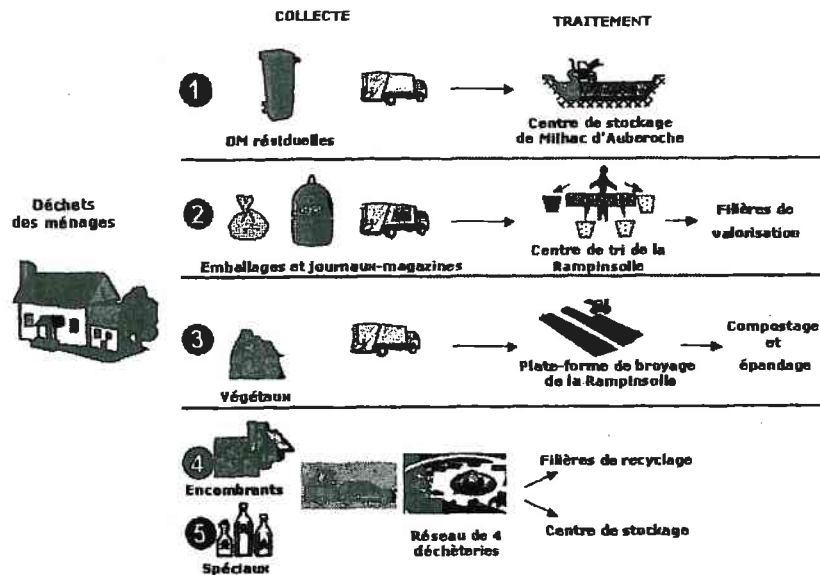


Schéma d'organisation générale
d'élimination des déchets
ménagers de la C.A.P.

source : rapport annuel C.A.P.

- La collecte des déchets ménagers est réalisée sur l'ensemble du territoire communal par camions bennes, deux fois par semaine.
Les déchets sont ensuite acheminés au centre de stockage de Milhac d'Auberoche.
- Le tri sélectif a été mis en place par la C.A.P. à partir d'avril 1998, avec la distribution aux usagers de sacs jaunes destinés à recueillir les emballages- journaux – papiers.
Parallèlement, la C.A.P. prend en charge la collecte du verre et des bouteilles plastiques en apport volontaire. Elle dispose pour cela de containers, de parcs grillagés sur les parkings des grandes surfaces commerciales et de 4 déchetteries (dont le site "des Gabares" à Chancelade).
Ces déchets recyclables sont transférés au centre de tri de la Rampinsolle située à Coulounieix-Chamiers.
- La collecte des déchets verts (taille, tonte, ...) a été mise en œuvre à partir de novembre 1999.
Le ramassage s'effectue au porte à porte une fois par semaine.
- Les "encombrants", d'origine ménagère ou d'origine professionnelle mais assimilables aux déchets ménagers, doivent être portés à l'une des déchetteries ouvertes sur l'agglomération.

Il est à noter qu'un professionnel qui ne fait appel à aucun services de collecte de la C.A.P., ni ne fréquente les déchetteries de la C.A.P., peut être exonéré de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TOEM) à condition qu'il justifie d'un contrat avec une entreprise compétente pour l'enlèvement de ses déchets.

**ASPECTS LEGISLATIFS DE LA COLLECTE,
DU TRAITEMENT ET DE L'ELIMINATION DES DECHETS URBAINS**
I - LE DECHET URBAIN : une préoccupation majeure pour les collectivités locales

Conséquence du développement considérable des villes amorcé depuis la fin du siècle dernier, le "DECHET URBAIN" est devenu, en quelques années, l'une des préoccupations des sociétés humaines. Le législateur est donc intervenu en votant la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975, puis à nouveau en 1992 en fixant des objectifs précis et un calendrier pour les atteindre (loi n° 92-646 du 13 juillet 1992).

Cette loi de 1992, qui modifie celle du 15 juillet 1975 et transpose la directive communautaire du 18 mars 1991 en droit français, vise plusieurs objectifs :

- prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets,
- renforcer l'organisation du transport des déchets,
- respect du principe de proximité,
- favoriser la valorisation des déchets par réemploi, recyclage en obtenant des matériaux réutilisables ou de l'énergie,
- assurer l'information du public.

☞ La loi définit le déchet ultime comme "résultant du traitement ou non d'un déchet, qui n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment". Depuis le 1er juillet 2002, les installations d'élimination des déchets par stockage ne sont plus autorisées à accueillir que des déchets ultimes.

☞ Des plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés doivent être définis dans un délai de trois ans par le préfet (à compter de la publication du décret d'application).

Les objectifs de ces plans sont de :

- dresser l'inventaire des déchets et des installations existantes,
- recenser les orientations et les programmes,
- énoncer les priorités pour la création d'installations nouvelles et cohérentes de traitement, pour la collecte et le tri.

Ces plans sont élaborés à l'initiative de l'Etat en concertation avec une commission créée à cet effet. Ils seront soumis pour avis aux conseils généraux puis à enquête publique et ensuite approuvés par l'autorité administrative. Les décisions prises dans le domaine des déchets doivent être compatibles avec ces plans ou rendues compatibles dans un délai de cinq ans.

☞ Des plans régionaux ou inter régionaux d'élimination des déchets industriels sont établis dans un délai de trois ans. Ils doivent prévoir la définition de centre de stockage de déchets industriels spéciaux ou ultimes.

☞ Une taxe de 3 € par tonne de déchets réceptionnés est versée par tout exploitant d'une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés.

Cette taxe est versée à l'Agence de l'Environnement et de la maîtrise de l'énergie pour alimenter un fonds de modernisation de la gestion des déchets.

☞ Prise en compte des emballages par le Décret n° 92-377 du 1er avril 1992 portant application pour les déchets résultants de l'abandon des emballages de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975.

Ce texte prévoit que tout producteur, tout importateur de produits commercialisés dans des emballages ou à défaut, la personne responsable de leur mise sur le marché, est tenu de contribuer ou de pourvoir à l'élimination de l'ensemble de ces déchets d'emballage, issus des ordures ménagères.

Ce document rend les industriels responsables du devenir des emballages, ils disposent du choix entre la récupération (par leurs propres moyens) ou l'adhésion à un organisme agréé par l'Etat. Dans ce dernier cas, l'industriel passera un contrat avec l'organisme agréé par l'Etat (Société Eco Emballage) qui négociera les filières de récupération des matériaux. L'Etat fixera les objectifs à atteindre en termes de taux de recyclage. Ce dispositif s'inspire du principe allemand retenu par la loi Töpfer.

II - QUELQUES DEFINITIONS

Schématiquement, on peut distinguer 4 types de déchets :

- Les matériaux inertes : matériaux de démolition et de terrassements telles que les terres stériles qui n'ont pas d'effet sur l'environnement mais qu'il convient de stocker dans des endroits déterminés car souvent des éléments indésirables sont inclus dans ce genre de matériaux, et ce type de dépôt constitue souvent l'amorce de décharges sauvages.
- Les déchets ménagers : c'est-à-dire les ordures ménagères qui comprennent notamment les débris alimentaires, les divers emballages, bouteilles plastiques, etc., et les encombrants appelés "monstres ménagers" (cuisinières, réfrigérateurs, matelas, etc.).

A noter que, dans ces déchets ménagers, sont souvent inclus des déchets de type spécial (piles, emballages souillés de produits chimiques divers, etc.) appelés Déchets Toxiques en Quantités Dispersées (D.T.Q.D.).

- Les déchets banals issus de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, souvent assimilables aux déchets ménagers débarrassés des débris alimentaires. Comme pour les déchets ménagers, des déchets spéciaux y sont souvent inclus et noyés dans la masse (emballages souillés, etc.).
- Les déchets spéciaux liquides, solides ou pâteux dont la toxicité et/ou la dangerosité nécessite des traitements spécifiques en application des prescriptions réglementaires en vigueur.